

# Perspectives

N°24/239 – 19 septembre 2024

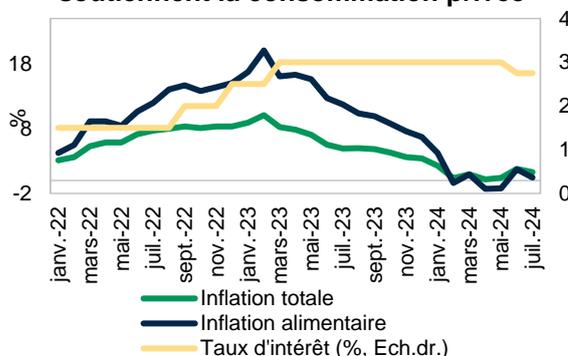
## MAROC – La croissance, au cœur des enjeux de réformes

La croissance de l'économie marocaine est attendue en légère baisse en 2024, autour de 3% contre 3,3% en 2023. Mais au-delà de la conjoncture, des enjeux plus structurels se dessinent à moyen-terme : celui d'une exposition à un risque climatique qui se réalise, celui d'un modèle de développement en panne qui a entraîné un essoufflement de la croissance (de 4,3% en moyenne sur 2004-2014 à 2,4% sur 2015-2023), et celui d'un chômage élevé qui accélère la temporalité des réformes. Ce sont autant de problématiques qui sont au cœur du plan de réformes d'ampleur lancé par le gouvernement dans son Nouveau modèle de développement (NMD). Que nous disent alors les indicateurs de croissance sur la trajectoire de développement ?

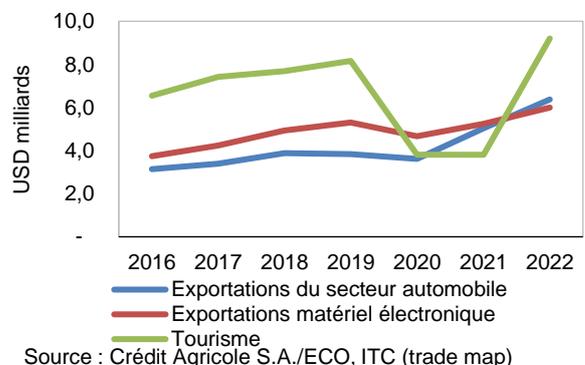
**À court-terme, la croissance sera soutenue par une amélioration de la conjoncture nationale.** D'abord, l'inflation est fortement retombée. Elle avait atteint un pic de 10% en février 2023, alimentée par l'augmentation des prix de l'énergie à partir de mars 2022 et aggravée par un épisode de sécheresse sévère qui avait fait s'effondrer la production agricole de 12% en 2022. Une normalisation de ces conditions depuis 2023 a entraîné un fort recul de l'inflation. Elle est attendue autour de 2,5% en 2024 contre 6,1% en 2023 (6,6% en 2022), ce qui va soutenir la consommation privée. Ensuite, cette baisse de l'inflation a permis à la banque centrale de mettre fin au cycle de resserrement monétaire en juin, baissant les taux de 3% à 2,75% (la première baisse depuis 2022).

**L'évolution de la demande extérieure est plus incertaine,** notamment celle de l'Europe, le premier partenaire commercial du Maroc. Cependant, les secteurs du tourisme et des phosphates restent dynamiques. Par ailleurs, les secteurs de l'automobile et des composants électroniques sont soutenus par l'élan de diversification industrielle marocaine, dont semble témoigner la croissance des exportations de ces secteurs ces dernières années.

**La baisse de l'inflation et la fin du cycle de resserrement monétaire soutiennent la consommation privée**



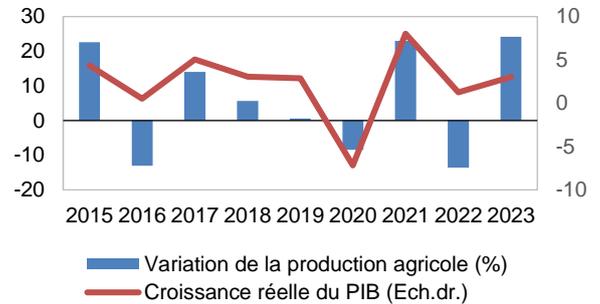
**Le dynamisme du tourisme et l'élan de diversification soutiennent les exportations**



**La croissance reste cependant contrainte par une nouvelle récession agricole** (-5% au premier semestre). Ce facteur inquiète, car il ne s'agit plus d'un choc exogène pour l'économie marocaine. La période 2019-2022 a été la plus sèche enregistrée depuis les années 60, et le manque de pluie devient chronique. Or, le secteur primaire contribue à 12% du PIB marocain. Les récessions agricoles récentes s'impriment donc fortement sur la croissance dont la volatilité augmente.

**L'enjeu est encore plus important pour l'emploi**, car le secteur absorbe environ 38% de la main-d'œuvre, et même 50% de la main-d'œuvre féminine, dont la participation est déjà très faible (<25%). L'impact social est donc majeur. En 2023, à la suite de l'épisode de sécheresse de 2022, le chômage a atteint 13%, un niveau jamais vu depuis les années 90. Le gouvernement a engagé des réformes pour soutenir le secteur – notamment le développement d'infrastructures hydro-agricoles, et des mesures d'économie d'eau. Toujours est-il que le secteur agricole restera un facteur de volatilité pour la croissance dans les années à venir. Au vu de l'impact sur l'emploi, cette dimension accélère le besoin de transformation de l'économie marocaine, pour réduire les contraintes à la croissance et favoriser la création d'emplois dans d'autres secteurs.

### Une forte exposition au risque climatique rend la croissance volatile



Source : Crédit Agricole S.A./ECO. Haut Commissariat

**C'est tout l'enjeu du Nouveau modèle de développement<sup>1</sup> lancé en 2021.** Dans un premier temps, un exercice de consultation a permis de poser le diagnostic. Il identifie les « *principaux nœuds à l'origine de l'essoufflement de l'élan de développement* ». On trouve, notamment, des indicateurs du secteur privé qui font apparaître une faiblesse de l'entrée et sortie des entreprises dans l'économie marocaine. Cela résulte, selon l'enquête, d'une réglementation lourde, souvent appliquée de manière hétérogène. Les règles du jeu du milieu des affaires s'en trouvent brouillées et compliquées, ce qui pèse sur la dynamique entrepreneuriale et encourage, bien souvent, l'informalité. Autre grand constat, un système d'incitations économiques non optimisé favorise certains secteurs traditionnels (typiquement la construction), ce qui désincite l'investissement dans des secteurs porteurs de diversification et de productivité. Enfin, une régulation parfois insuffisante autorise des pratiques anticoncurrentielles, qui renforcent les postures oligopolistiques. **Finalement, tous ces éléments entraînent une économie de rentes, à l'origine d'une certaine inertie de la structure économique.**

**Face à ces constats, les réformes s'accélèrent.** Notamment, la charte d'investissement, adoptée en 2022, a pour objectif d'inciter 550 milliards de dirhams d'investissements d'ici 2026 (51 milliards d'euros, ou 30% du PIB), de créer 500 000 emplois (4,7% de l'emploi actuel). Les autorités visent plus largement de porter l'investissement privé à 2/3 de l'investissement total, contre 1/3 actuellement. Cette charte constitue justement une refonte complète du système d'incitations, au profit de la diversification. Cela sera appuyé par des réformes du climat des affaires, pour renforcer la régulation et prévenir les pratiques anticoncurrentielles.

**Enfin, l'éducation et l'inclusion apparaissent au centre des réformes.** L'offre d'éducation au Maroc a été élargie et généralisée, mais cela s'est fait parfois au détriment de la qualité, qui reste en dessous des standards internationaux, selon l'appréciation de Moody's dans son dernier rapport. Il y a également un problème d'alignement des cursus universitaires avec le marché du travail. La Banque mondiale note à ce propos qu'un diplôme d'université multiplie par cinq les chances de chômage<sup>2</sup>. Le système éducatif est donc un axe central du programme de réformes. Par ailleurs, le Maroc s'est engagé dans une refonte du système de protection sociale, proposant une protection universelle, qui est un pas clé pour améliorer la résilience des populations vulnérables et une incitation à la formalisation de l'économie.

<sup>1</sup> « Le Nouveau Modèle de Développement. Libérer les énergies et restaurer la confiance pour accélérer la marche vers le progrès et la prospérité pour tous ». Rapport général de la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement ; Avril 2021

<sup>2</sup> *Labor Market in Morocco: challenges and Opportunities*, Banque Mondiale, rapport n° 125041, 2018

✓ **Notre opinion** – Le Maroc a su faire preuve d'une efficacité reconnue dans la gestion de ses politiques publiques, lui permettant d'assurer une certaine stabilité macroéconomique à l'épreuve des chocs (Covid, guerre en Ukraine, tremblement de terre...). C'est un gage de confiance important pour les investisseurs, qui a notamment permis un historique ininterrompu d'accès aux marchés internationaux, et un coût de dette faible, éléments qui assoient sa soutenabilité. Mais cet attachement à la stabilité, marqué par un ancrage des politiques sur le temps long, a peut-être atteint une limite : celle d'une économie marquée par une forme d'inertie, face aux défis de l'urgence climatique et de l'emploi, qui viennent mettre en danger la stabilité de la trajectoire marocaine. Cela dit le diagnostic des contraintes et des enjeux macroéconomiques et sociaux semble bien posé et le Maroc s'est lancé dans un programme de réformes d'ampleur. Le début d'un développement dans certains secteurs, comme les composants automobiles ou électroniques, sont peut-être les premiers signes d'une économie remise en mouvement, même si les effets de ce plan sur la croissance et l'emploi ne pourront être pleinement mesurés que sur le moyen terme.

Article publié le 13 septembre 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

## Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
19/09/2024	<a href="#">Allemagne – Après un premier semestre tempéré, un mois de juillet froid modère les perspectives de l'industrie</a>	Allemagne
17/09/2024	<a href="#">Visegrad – Une exposition à la Chine qui révèle une dépendance à l'Allemagne</a>	PECO
16/09/2024	<a href="#">France – L'Insee prévoit une croissance de 1,1% cette année</a>	France
13/09/2024	<a href="#">Monde – L'actualité de la semaine</a>	Monde
13/09/2024	<a href="#">France – Le marché de l'immobilier résidentiel : poursuite de la correction</a>	Immobilier
12/09/2024	<a href="#">Thaïlande – Paetongtarn Shinawatra prend les rênes dans un contexte politique délicat</a>	Asie
12/09/2024	<a href="#">De Jakarta à Nusantara, un chemin semé d'embûches en Indonésie</a>	Asie
11/09/2024	<a href="#">Égypte – Que propose vraiment le FMI ?</a>	Afrique et Moyen-Orient
11/09/2024	<a href="#">Royaume-Uni – La croissance a été tout sauf modeste au premier semestre, mais qu'en est-il vraiment ?</a>	Royaume-Uni
10/09/2024	<a href="#">Italie – Une rentrée mitigée</a>	Italie
10/09/2024	<a href="#">France – Un nouveau Premier ministre, des défis majeurs en termes de finances publiques</a>	France
10/09/2024	<a href="#">Zone euro – La croissance au T2 déçoit par son rythme et par sa composition</a>	Zone euro
06/09/2024	<a href="#">Monde – L'actualité de la semaine</a>	Monde
06/09/2024	<a href="#">La grande crise de légitimité</a>	Géopolitique

### Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

**Secrétariat de rédaction** : Sophie Gaubert

Contact : [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :**

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*